

TL, Les Sud, inégalités de développement et insertion dans l'espace mondial (étude d'un exemple : le Brésil)

I. Les aspects du sous-développement

1. Les mots du «sous-développement»

- C'est dans l'hebdomadaire français L'Observateur du 14 août 1952 qu'Alfred Sauvy, démographe et économiste français, utilisa pour la première fois l'expression «Tiers monde». Faisant un parallèle avec le Tiers état de la Révolution française, démuné de tout réel pouvoir politique mais fort de son nombre, il mettait en avant la situation économique et sociale dramatique d'une majorité de pays face aux blocs capitaliste et socialiste lancés dans la guerre froide. Cet ensemble rassemblait alors l'Amérique latine, l'Afrique et la majeure partie de l'Océanie et de l'Asie.
- En 50 ans, de multiples termes ont été utilisés pour désigner ces pays: pays du Tiers monde ou des tiers mondes, pays sous-développés ou en voie de développement, pays du Sud ou des Suds... Cette diversité des mots montre la difficulté à cerner un ensemble complexe qui s'oppose aux pays «riches», bien qu'il se révèle très divers dans sa composition. On identifie au sein des «Suds», les Pays en voie d'industrialisation, les pays pétroliers, les Nouveaux Pays industriels (NPI de 1^{er} puis de 2^e génération) et les Pays les moins avancés (PMA).
- Longtemps associée à l'idée de monde solidaire, l'expression «Tiers monde», très en vogue jusqu'aux années 1970, est devenue obsolète du fait de la diversité des voies de développement choisies par ses membres, depuis la fin de la guerre froide. Malgré ses imperfections, l'expression reste commode pour opérer un premier classement des pays de la planète et souligner l'extrême concentration des richesses aujourd'hui : en 2010, les États-Unis, 1^{er} puissance économique, totalisent plus de 30% des revenus produits dans le monde; les trois premiers pays les plus riches (États-Unis, Japon et Allemagne) en totalisent plus de la moitié et les dix premiers les trois quarts. A contrario, l'Amérique latine n'y participe que pour 4,4% et l'Afrique subsaharienne pour à peine 1%.

2. Les critères du sous-développement

- On peut définir le développement comme une situation de production des richesses permettant de proposer un mieux-être général à la majorité de ses populations et de ses espaces. C'est un processus de long terme qui demande une croissance et une diversification des activités économiques, des investissements lourds pour équiper tout un territoire en infrastructures économiques, sanitaires et scolaires, une réelle volonté politique qui ne peut se mettre en place sans une certaine stabilité des institutions. Le sous-développement désigne la pauvreté, l'analphabétisme, une faible espérance de vie, des conditions de vie précaires, une faible diversification des activités économiques et de faibles rendements.
- Longtemps entendu au seul sens économique, le développement était mesuré par le Produit national brut par habitant (PNB/hab.) ou le Produit intérieur brut par habitant (PIB/hab.). En 2010, ce dernier variait de 320 \$/hab. en RDC à près de 78 409 \$/hab. au Luxembourg (2^e rang mondial derrière le Qatar). Ces indices ne donnent aucune indication sur les conditions de vie des populations et rendent mal compte des revenus réels dans des pays où l'autoconsommation est importante. Un autre aperçu des disparités du monde est donné par les indices sociaux: taux de scolarisation, accès à l'eau, nombre de médecins pour mille habitants... Parmi ces critères, le taux de mortalité infantile est un indice assez fiable du niveau de développement d'un pays. Supérieur à 50 ‰, il traduit un état de sous-développement (Afrique subsaharienne, Asie du Sud); entre 30 et 50 ‰ (la plupart des pays d'Amérique latine et d'Asie de l'Est), il montre une économie en transition; inférieur à 10 ‰, il désigne un pays fortement développé.
- Depuis une vingtaine d'années, le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) a mis en place un Indice de développement humain (IDH), résultant d'un calcul entre l'espérance de vie, le PIB/hab., le taux de scolarisation et le taux d'alphabétisation des adultes. Sur les 174 pays classés par le PNUD, pour une valeur maximum théorique de 1, l'indice varie de 0,340 (Niger) à 0,981 (Norvège). Au sein des pays des Suds, cet indice est très variable, allant de 0,464 pour l'Afrique subsaharienne à 0,849 pour l'Asie de l'Est (sans la Chine), passant par des valeurs comprises entre 0,5 et 0,7 pour les autres sous-régions (monde arabo-musulman, Amérique latine, Asie du Sud...).

3. Une réalité persistante

- La pauvreté est l'une des réalités des États des tiers mondes. Selon la BM, 1,3 milliard de personnes vit sous le seuil de pauvreté absolue (moins d'un dollar par jour), autant dans les campagnes que dans les villes. La forte

croissance des métropoles du Sud a accentué cette dualité entre les réussites de certains secteurs d'activités et d'une partie de la population, et une masse d'habitants des bidonvilles où les équipements urbains (eau, électricité...) sont très réduits ou absents.

- Même si ces États du Sud ont connu un développement global depuis les années 50, les inégalités et les écarts entre «riches» et «pauvres», tant à l'échelle de la planète qu'au sein même des États du Sud, se sont accrus. Si l'Asie a relevé le défi alimentaire et amorcé un véritable décollage économique (près de 20% du commerce mondial), l'Afrique subsaharienne participe aux échanges internationaux pour moins de 2% et l'Amérique latine pour 3%. Certains États, voire des groupes d'États, sont même en régression (l'Afrique subsaharienne, présente sur le marché du blé il y a 50 ans, est aujourd'hui globalement dépendante pour son alimentation).

- L'exclusion et l'insécurité constituent un dernier pan des réalités les plus symptomatiques du sous-développement, visibles autant à l'échelle planétaire qu'à l'échelle nationale: exclusion des circuits économiques modernes et de la vie politique, exclusion sociale, technique et scientifique; insécurité alimentaire (900 millions de personnes dans le Sud souffrent de malnutrition), sanitaire, politique, voire «environnementale».

II. Les stratégies de développement

1. Les causes du sous-développement

- Poser la question des stratégies de développement, c'est d'abord s'interroger sur les causes du sous-développement. Or, si les critères du sous-développement sont clairement identifiés, il est plus difficile d'en saisir les causes parce que les théories explicatives sont variées. Certaines théories ont mis l'accent sur les facteurs naturels ou sur les faits culturels, d'autres, encore, sont d'inspiration libérale ou marxiste.

- Le «déterminisme naturel» insiste sur les contraintes qu'exercerait le milieu naturel: climat jugé insalubre ou sols chimiquement pauvres peu favorables à l'activité agricole, par exemple. L'approche «culturelle» met l'accent sur certains traits de civilisation qui figeraient les sociétés dans des structures traditionnelles incompatibles avec la «modernité». Ce serait, pour certains, le cas de la civilisation musulmane, de l'hindouisme et des sociétés africaines. Les premières analyses libérales considèrent le sous-développement comme un «retard» d'après une théorie du développement selon laquelle chaque société passerait par différentes étapes au cours d'un long processus historique. A contrario, les théories marxistes ont insisté sur les processus de domination exercés par les pays du Nord sur les pays du Sud (domination coloniale, échanges inégaux, absence de maîtrise des prix des matières premières).

- Mais aucune de ces théories n'est entièrement satisfaisante. Le déterminisme naturel souligne les contraintes du milieu. Cependant, celles-ci ne constituent pas un obstacle infranchissable. En revanche, les analyses libérale ou marxiste, plus pertinentes, ne proposent pas une explication complète. Le sous-développement s'explique par une multitude de faits où chaque facteur a pu jouer de façon différente dans les différents pays.

2. Les modèles de développement

- Un des premiers modèles de développement est le modèle des économies de rente. On peut regrouper dans ce modèle l'ensemble des politiques de développement fondées sur l'exportation d'une richesse naturelle, minière ou agricole (pétrole, diamant, minerais, café, hévéa...). Le pays financerait, grâce aux revenus de ces ressources, ses programmes de développement et d'équipement. C'est le cas des petits pays exportateurs de pétrole (Koweït, Émirats arabes unis, Qatar, Brunei...) et de nombreux pays tropicaux africains, asiatiques et latino américains exportateurs de denrées agricoles (pays d'Amérique centrale, Brésil jusqu'aux années 1930, majorité des pays d'Afrique noire). Une des conditions pour la réussite de ce modèle réside dans le maintien de prix élevés des matières premières. Or, ce n'est plus vraiment le cas depuis la fin des années 1980.

- L'industrialisation par substitution est souvent la seconde étape du modèle précédent. Il s'agit, pour un État, de reconverter une partie des revenus de ses exportations vers des investissements industriels. Ce second modèle concerne les grands pays d'Amérique latine (Mexique et Brésil principalement), l'Algérie des années 1970 ou les Nouveaux Pays industriels d'Asie (Corée du Sud, Singapour, Taïwan et Hong Kong), au début de leur industrialisation. Grâce au coût de leur main-d'œuvre moins élevé que dans les vieux pays industriels, ces pays ont d'abord cherché à se développer dans des secteurs de l'industrie lourde ou traditionnelle (sidérurgie, construction navale, textile...).

- La remontée des filières est un processus de développement plus complexe. À partir d'une première base industrielle, les pays s'engagent dans des filières industrielles plus complexes et à plus forte valeur ajoutée. Ainsi, dans les années 1980, les NPI asiatiques sont passés du stade de l'imitation à celui de l'innovation technologique. Enfin, la tertiarisation des économies représente le stade ultime du développement économique.

3. Une généralisation incomplète voire impossible

- D'une manière générale, on ne peut nier les progrès faits par les pays sous-développés. En quelques décennies, ils ont connu des évolutions que les pays européens ont réalisées en un siècle ou plus (transition démographique, développement de la scolarisation, progrès sanitaires...). Cependant, ces pays demeurent encore très fragiles. Les inégalités entre les territoires et au sein de leurs populations persistent. Aujourd'hui, le modèle de développement qui semble le plus pertinent est celui des NPI asiatiques. Ils possèdent un niveau de développement comparable à celui des pays anciennement développés. Par exemple, le revenu par habitant à Hong-Kong/Chine (25 920 \$ en 2000) se place au 9^e rang mondial, celui de Singapour au 14^e rang, ces deux territoires sont au 23^e et 24^e rang pour l'IDH.
- Le modèle asiatique est-il exportable? Ne disait-on pas, il y a une quarantaine d'années, que «l'Asie était indéveloppable»? À la fin de la guerre de Corée (1953), la Corée du Sud est un des pays les plus pauvres de la planète. Or, elle est aujourd'hui une puissance économique affirmée. On ne peut toutefois répondre positivement à ces questions car le développement ne dépend pas tant d'un modèle théorique que de la conjonction d'un ensemble de conditions locales, régionales, mondiales et historiques.
- Enfin, la mondialisation et la globalisation ont changé les données de ces théories de développement. Ce qui était possible dans le cadre d'économies protégées par des taxes douanières ne l'est plus aujourd'hui. Depuis une vingtaine d'années, la libéralisation et la privatisation constituent des cadres jugés indispensables au développement. Une grande partie des pays des Suds est placée sous la surveillance des institutions financières internationales (Banque mondiale, FMI) dans le cadre de Politiques d'ajustement structurel (PAS). Ces organismes conditionnent l'octroi d'aides à l'adoption de ces politiques néolibérales entraînant la réduction des budgets sociaux (santé, éducation, lutte contre la pauvreté).

III. Le Brésil: une puissance du Sud

1. Aspects et facteurs d'une puissance économique

- Avec un PNB de plus de 2.194 milliards de dollars en 2010 (estimation), le Brésil se situe au 8^e rang mondial et réalise plus de la moitié du PNB de l'Amérique du centre et du sud. Dans de nombreux domaines, le pays occupe les premières places mondiales, tant dans des productions agricoles (1^{er} rang pour le sucre de canne ou le café, 2^e rang pour le soja, 3^e rang pour le maïs) que minières et industrielles (1^{er} rang pour la production de fer, 3^e rang pour l'étain, 7^e rang pour la production automobile). C'est donc une des grandes puissances du monde contemporain.
- Par d'autres aspects, il appartient aux pays du Sud. Le PIB par habitant en ppa est de 11 249 \$ (58^e rang) et l'IDH de 0,813 (81^e rang mondial, à la limite de l'IDH élevé et de l'IDH moyen). Le taux d'alphabétisation est officiellement de 89%, ce qui ne place pas le Brésil dans la catégorie des pays développés. Si on a pu parler de miracle brésilien dans les années 60 (11%/an de croissance du PIB de 1968 à 1973), les deux dernières décennies, surtout les années 80, furent marquées par des crises financières (dette extérieure, inflation...) et par un recul, à plusieurs reprises, du PIB par habitant. Plusieurs politiques d'ajustement structurel et la création d'une nouvelle monnaie (le real en 1994) ont permis une plus grande stabilité ces dernières années (taux de croissance de 2,3% entre 1995 et 2002) mais les inégalités se sont aggravées (les 20% les plus riches possèdent 70% du revenu national, paysans sans terre) et le pays doit toujours négocier des prêts au FMI.
- Avec 8,5 millions de km² (5^e rang), le Brésil est un «méga-État». Si la maîtrise du territoire est rendue difficile par l'importance des distances (plus de 4 km du nord au sud ou d'est en ouest), c'est aussi une variété d'espaces et une gamme de ressources naturelles que le Brésil peut mettre en valeur: l'Amazonie est la plus vaste forêt tropicale du monde (5,5 millions de km²), productions tropicales (au centre et au nord) et tempérés (au sud), réserves minières et d'hydrocarbure. Le Brésil est aussi une puissance démographique avec 190 millions de personnes (5^e rang). Le pays est en fin de transition démographique (+ 1,9%/an) mais présente encore les aspects d'un pays jeune: 30% de la population a moins de 15 ans. Urbaine à près de 80% (12 villes millionnaires) et essentiellement concentrée sur la côte, la population est très inégalement répartie sur l'ensemble du territoire.

2. Les contrastes régionaux

- L'ouverture vers le monde extérieur est une permanence dans l'économie et l'histoire brésilienne. Le pays a fourni, dans une économie de rente, les marchés mondiaux en produits agricoles ou miniers depuis la colonisation: le sucre de canne aux XVI^e et XVII^e siècles, l'or au XVII^e siècle puis le caoutchouc, le coton et le café au XIX^e siècle. Chacun de ces cycles s'est marqué par la mise en place d'un système économique et social ainsi que par une géographie de la

production spécifique, créant les contrastes entre les différentes régions côtières et entre celles-ci et l'intérieur (le Sertão).

● Le Sud et le Sud-est sont la «région centre»: 60% de la population, 65% du PIB agricole, 75% des emplois industriels et 80% du PIB industriel. São Paulo, Rio de Janeiro et Belo Horizonte forment le cœur de cet ensemble. Le Nordeste apparaît comme la «région-problème». Ancien centre historique, espace de la production de la canne à sucre et des grands domaines d'élevage extensif, avec 30% de la population, il cumule les retards économiques et sociaux (faiblesse industrielle, très forts clivages sociaux, taux de mortalité infantile ou taux d'analphabétisation les plus élevés). La contrainte écologique (région semi-aride) ne fait qu'aggraver ce retard.

● Le Centre-Ouest et le Nord représentent les deux régions pionnières. Le transfert de la capitale sur Brasília en 1964 puis le Plan d'intégration nationale des années 70 (routes transamazoniennes, pôles de développement industriels, colonisation agricole) les ont intégrées au territoire. Ce front pionnier avait aussi pour but de contrôler des frontières intérieures et de répondre à la pression foncière du Nordeste sans engager une réelle réforme agraire. Le bilan est très mitigé, entre la réalité d'un peuplement, des réussites économiques, et les problèmes de la déforestation (recul de plus de 10% depuis cette période), du maintien des populations indiennes ou de la violence agraire et de la pauvreté des petits paysans.

3. Les villes brésiliennes

● Le processus d'urbanisation s'est déroulé dans la seconde moitié du XX^e siècle: 30% en 1940, 50% vers 1965 et 81,2% en 2000. L'industrialisation à partir des années 30, la transition démographique, la création de villes portuaires, ou pionnières, expliquent l'importance du phénomène. Le Sud-est domine cet ensemble, autant par le taux d'urbanisation (90% en 2000) que par le nombre de grandes villes, mais aucune région n'y échappe.

● Deux métropoles, São Paulo (17,5 millions) et Rio de Janeiro (11 millions), sont des villes mondiales. São Paulo (près de 10000 km²) est le premier pôle financier et industriel. Le dédoublement des centres dans la ville même, l'apparition de centres d'activités dans la périphérie, la forte ségrégation sociale, les problèmes de gestion urbaine (circulation, contrôle de la croissance spatiale et démographique, pollution) sont bien les caractéristiques d'une ville mondiale. Rio reste un centre financier et industriel (construction navale) de première importance. Les contrastes sont surtout ceux opposant les quartiers résidentiels riches, comme les immeubles cossus de Copacabana, aux bidonvilles, comme la favela de Rocinhã. Certaines ont plus de 200000 habitants et constituent de véritables villes dans la ville avec leur propre organisation économique et sociale.

● Le chapelet de grandes villes se complète par des métropoles qui sont avant tout des centres régionaux mais dont le poids démographique illustre la dynamique urbaine du pays: Belo Horizonte, Porto Alegre, Recife, Salvador de Bahia, Fortaleza, Brasília, Manaus ou Belem ont toutes entre 2 et 4 millions d'habitants. La «renommée» de Brasília, capitale politique, de Porto Alegre, lieu du Forum social, ou de Manaus, capitale de l'Amazonie pionnière, illustre toutefois le rayonnement d'une puissance brésilienne en devenir.